



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Réforme de la FDE : à nouveau la précipitation, l'incertitude et le mépris des personnels ?

La mise en œuvre rapide de la dernière réforme de la formation des enseignant·es et CPE (FDE) a été suspendue *in extremis* en juillet 2024. Depuis la rentrée de septembre 2024, différents acteurs institutionnels ont évoqué leur volonté de reprendre cette réforme tout en étant dans l'attente des arbitrages budgétaires et politiques pour une mise en œuvre envisagée à partir de la rentrée universitaire 2026 pour la session 2027 des concours de recrutement.

Or, la ministre de l'Éducation nationale É. Borne a indiqué devant le Sénat, le 11 février dernier, son souhait que la réforme de la formation initiale des enseignant·es soit « mise en œuvre pour les recrutements de 2026 ». Elle revient ainsi sur ce qui avait été initialement présenté en termes de délais mais sans que, dans le même temps, soient organisées les concertations promises et nécessaires dans le périmètre de l'enseignement supérieur. Au CNESER, le ministère de l'ESR a lui aussi annoncé, par la voix de sa directrice de cabinet, prendre toute la mesure de la nécessité du dialogue social mais n'a donné aucune date.

Si une nouvelle réforme était mise en place pour le recrutement 2026, c'est dans six mois que de nouvelles formations et préparations aux concours devraient être ouvertes pour les étudiant·es.

Le gouvernement serait-il tenté de rejouer le même feuilleton que l'an passé ? De tenter à nouveau une réforme en catimini et dans l'urgence au mépris de sa promesse de concertation avec les personnels – et sans considération pour les formateurs et formatrices ?

Le SNESUP-FSU dénonce cette situation indigne et exige l'ouverture immédiate de concertations avec les organisations syndicales de l'Enseignement supérieur pour prendre en compte le respect des calendriers universitaires et le point de vue et l'expertise des formateur/trices dans l'élaboration de cette réforme.

Paris, le 24 février 2025